

Paris, le - 9 DEC. 2020

Le Président

RECOMMANDÉ

AVEC AVIS DE RÉCEPTION

n° de l'envoi : **2C 162 158 8535 6**



**DRIEE d'Ile de France
Service Police de l'Eau
12 Cours Louis Lumière
CS-70027
94307 VINCENNES Cedex**

Recommandé avec AR

Objet : Avis sur le dossier de demande environnementale du projet d'aménagement de la ZAC de rénovation urbaine du Haut du Mont-Mesly sur la commune de Créteil

V/Réf. : Courrier référencé 75-2020-00278 – DLE2020-1876 (DT20A01445)

N/Réf. : DT20D02659

Monsieur Le Préfet,

Dans le cadre du dossier d'autorisation environnementale cité en objet, vous nous avez sollicités en tant que gestionnaire du service public d'assainissement par courriel en date du 10 novembre 2020.

La localisation du projet permet de confirmer que le SIAAP assurera le traitement des eaux usées dans son usine de Valenton. En revanche, aucun réseau interdépartemental n'est présent à proximité du projet. La collecte des eaux générées par le site sera assurée par les réseaux territoriaux du Grand Paris Sud Est Avenir et/ou les réseaux du département du Val de Marne. A ce titre, le demandeur devra se rapprocher de ces deux collectivités pour toute démarche en matière de branchement et de déversement pour l'évacuation des eaux générées tant en phase chantier qu'au terme du projet.

En matière d'eaux usées non domestiques, deux types d'eaux sont à distinguer :

- Le premier concerne les eaux d'exhaure. Sur ce volet, on distingue la période en phase chantier qui consiste à évacuer les eaux de fond de fouille. Les éléments à retenir des chapitres 4 et 5 de la pièce B sont les suivants : le diagnostic des sols montre la présence de polluants tels que des métaux lourds, de substances BTEX, HAP et PCB. Il est donc à craindre que ces polluants se retrouvent dans les eaux de nappes en cas de pompage. Cet élément est confirmé par la phrase concernant la vulnérabilité de la nappe phréatique qui indique une sensibilité moyenne à forte au risque de pollution de la nappe. Une attention particulière sera donc à apporter pour assurer la compatibilité de ces rejets en cas de déversement dans le système d'assainissement. Un système de traitement et une procédure d'alerte en cas de dépassement des seuils seront à renforcer.

Par ailleurs, notre Règlement du Service d'Assainissement préconise des solutions alternatives, à savoir la réinjection en nappe ou le rejet au milieu naturel, plutôt que le déversement au réseau d'assainissement, ce que le chapitre 6 de la pièce C propose.

Les débits faibles attendus (inférieurs à 80 m³/h) devraient permettre ces dispositions. Si ces solutions ne pouvaient être retenues, le demandeur devra prendre attache auprès de la collectivité en charge de la collecte pour l'instruction d'une autorisation de déversement.

En phase d'exploitation, les eaux d'exhaure ne devront pas être rejetées au réseau public d'assainissement. Une solution alternative devra être envisagée.

- Le deuxième type d'eau concerne les eaux générées par les activités qui seront présentes sur le site. En effet, pour certaines activités envisagées, les eaux usées seront à considérer comme des eaux usées non domestiques assimilées domestiques et devront répondre à certaines prescriptions notamment en terme de prétraitement afin de garantir la compatibilité des rejets avec le système d'assainissement. Il conviendra au demandeur de prendre attache auprès des collectivités de collecte et prendre connaissance de ces dispositions dans notre Règlement du Service d'Assainissement.

En matière d'eaux pluviales :

Il est positif qu'il y ait un peu de gestion à la source des eaux pluviales, les 10 premiers millimètres semblent systématiquement gérés en « 0 rejet ».

En revanche, cet objectif de 10mm reste un minimum. Conformément aux préconisations des différents documents de préconisation ou opposable tels que le SDAGE, le règlement du système d'assainissement (article 42), etc. « le maximum de 0 rejet » doit être recherché, ce qui ne semble pas être le cas. Des noues légèrement plus profondes ainsi que la recherche d'une « multi-fonctionnalité » auraient par exemple peut-être pu permettre d'augmenter significativement les pluies gérées en « 0 rejet ».

Il est indiqué : « Pour les parcelles privées : Au-delà, pour les pluies supérieures à 10mm, après leur stockage en sous-sol du lot, elles seront rejetées après régulation à 3 L/s dans les noues ou dans le réseau collectif de la ZAC. » Le « réseau collectif » semble viser le réseau d'eaux usées, rejoignant alors le réseau du SIAAP. A nouveau, le maximum d'eaux pluviales doit être gérées sans rejet. Par ailleurs, l'ensemble des exutoires pluviaux doivent être clairement identifiés, et notamment d'éventuels liens vers les réseaux d'eaux usées ; ces derniers devant systématiquement être clairement identifiés.

Des solutions en « sous-sol » sont réalisées (bassins de stockage) et la manière de les vidanger devrait être plus claire. En effet et spécifiquement pour les pompes, un argumentaire concernant leur entretien et pérennisation (cahier d'entretien, etc.) devraient être plus explicites. Les surverses sont généralement interdites afin d'éviter les dysfonctionnements invisibles, en sous-sol, et le dossier ne présente pas spécifiquement leur absence.

Il est indiqué que les parcelles et lots privées ont des obligations, il serait opportun de préciser la manière dont ces prescriptions sont effectivement traduites vers les acquéreurs ainsi que l'assurance de leur pérennité ; souvent assurée par une notification au sein du Cahier des charges de cession des terrains (CCCT) et des actes notariés. Ce dernier peut préciser :

« *L'acquéreur reconnaît avoir pris connaissance :*

- *(Décrire le système de gestion des eaux pluviales),*

- *(Contrôle et entretien des ouvrages et personnes responsables) »*

Il est enfin regrettable de ne pas avoir mis en avant d'éventuelles actions de « limitation de l'imperméabilisation et du ruissellement » (réduction des largeurs de voiries, mise en place de toitures végétalisées, etc.) afin de limiter le ruissellement ; objectif pourtant clairement identifié dans le dossier.

Il est ensuite précisé :

« Sur la surface totale du bassin versant, le débit de pointe de période de retour 10 ans, avant aménagement, est de 75 m³/s, et, après aménagement, de 97 m³/s. Cette augmentation de débit est dû à l'augmentation des surfaces actives. [...] La surface que prenait l'ancien bâtiment qui imperméabilisait la zone est de nouveau en herbe, ce qui impacte fortement la surface active totale des bassins versants concernés. »

Ce projet constitue ainsi une opportunité en termes de renouvellement urbain et ne devrait pas augmenter le rejet d'une parcelle pourtant précédemment imperméabilisée. Cela est d'ailleurs contraire à la disposition « D8.142 Ralentir l'écoulement des eaux pluviales dans la conception des projets » du SDAGE et du PGRI (2.B.1), indiquant que :

« En l'absence d'objectifs précis fixés localement par une réglementation locale (SAGE, règlement sanitaire départemental, SDRIF, SCOT, PLU, zonages pluviaux...) ou à défaut d'étude hydraulique démontrant l'innocuité de la gestion des eaux pluviales sur le risque d'inondation, le débit spécifique exprimé en litre par seconde et par hectare issu de la zone aménagée doit être inférieur ou égal au débit spécifique du bassin versant intercepté par l'opération avant l'aménagement. ». Ainsi, ni le RSA du SIAAP, ni cette disposition qui s'applique en absence de règlement, ne sont respectés.

En conclusion, le projet respecte l'objectif « minimal » de gestion intégrée des eaux pluviales, ce qui est déjà bien, mais ne montre pas spécialement d'ambition supplémentaire pourtant préconisée voire imposée par de nombreux documents.

Dans la mesure où ces remarques seraient prises en compte, le SIAAP émet un avis favorable pour ce dossier de demande environnementale.

Je vous prie de croire, Monsieur le Préfet, en l'expression de ma plus haute considération.



Le Président

Belaïde BEDREDDINE



Le Directeur Général

Jacques OLIVIER